

## Déclaration de politique générale, le 25 février 2026

Monsieur le Président,

Jan Terlouw est l'une des personnes les plus sensées que j'aie eu la chance de connaître.

Chez lui, douceur et perspicacité allaient de pair, encore plus avec l'âge.

Les conversations en sa compagnie étaient à la fois réconfortantes et stimulantes.

Ces derniers temps, je me suis souvent demandé ce qu'il aurait pensé de ce nouveau gouvernement.

Il aurait sans doute été très critique sur certains points.

Mais j'ose aussi espérer qu'il y aurait reconnu l'écho de ses propres mots adressés au jeune public venu écouter son discours emblématique sur sa vision de notre société : « J'ai eu une belle vie, je vous en souhaite autant ».

À mes yeux, c'est là l'essence même de la politique.

Regarder l'avenir avec optimisme et lucidité.

Permettre à chacun de vivre bien, avec la promesse d'un avenir encore meilleur pour les générations futures.

Si la définition du bien vivre et les choix politiques nécessaires pour y parvenir ne font pas l'unanimité, je suis convaincu que nos différences sont moins profondes qu'il n'y paraît.

Car, au fond, nous aspirons tous aux mêmes choses.

Une maison et un revenu.

La possibilité de prendre part à la société à travers une formation, un emploi salarié ou sa propre entreprise.

Un environnement sûr.

L'assurance qu'on ne va pas sombrer en cas de coup dur.

Des soins de santé accessibles et de bonne qualité. Un système éducatif solide.

Un pays durable et viable pour demain.

Je pourrais continuer encore longtemps.

Mais l'essentiel est que nous voulons bâtir un pays plus fort.

Pour l'enseignant devant sa classe, pour le policier dans la rue, pour le jeune agriculteur dans sa salle de traite, pour le primo-accédant sur le marché immobilier, pour le commerçant de proximité et pour tant d'autres encore.

Il nous appartient de faire progresser cette ambition dans les années à venir.

Avec des priorités claires et des changements concrets, et sans perdre de temps.

Les choix qui soutiennent cette ambition figurent dans l'accord de coalition.

Avec en premier lieu le choix d'investir dans une économie forte et innovante, dans l'éducation, dans la défense et la sécurité, dans le climat et la durabilité.

Avec aussi des décisions radicales pour lever les blocages de la politique en matière d'azote, de la politique migratoire et du marché du logement, pour que les Pays-Bas puissent à nouveau aller de l'avant.

Cela implique d'oser faire des choix difficiles.

De ne plus repousser les problèmes.

De veiller aux équilibres financiers.

De ne pas reporter les charges sur les générations futures.

Et d'en parler avec honnêteté.

Pour que toutes et tous puissent continuer à bénéficier à l'avenir de soins de santé de qualité, d'une protection sociale solide et d'une retraite digne.

Monsieur le Président, il nous faut aussi trouver le meilleur moyen d'y parvenir.

En ce qui nous concerne, une seule voie s'impose : celle de la coopération.

La coopération en politique et avec les partenaires sociaux.

Avec les organisations de la société civile et les autres pays du Royaume.

Avec les collectivités locales : provinces, communes et wateringues.

La coopération est le meilleur moyen d'obtenir des résultats bénéfiques pour l'ensemble des Pays-Bas, y compris pour les électeurs qui n'ont pas voté pour les partis de la coalition.

Ce faisant, nous prendrons en compte les convictions profondes d'autres partis.

Car la démocratie est bien plus qu'une simple majorité.

C'est ainsi que nous entendons travailler.

Une chose est sûre : nous ne parviendrons à rien si nous restons centrés sur le microcosme politique, comme cela a trop souvent été le cas.

Nous devons cesser de nous perdre dans les détails, et nous éloigner de l'aigreur et de la critique mutuelle.

Nous devons réapprendre à nous écouter, et à écouter nos concitoyens.

Nous voulons aussi mobiliser la force de notre société, son énergie et son engagement.

Nous sommes un pays de bénévoles, d'associations, d'initiatives locales et d'entraide. Cela mérite d'être soutenu et encouragé.

Plutôt que d'entraver, l'État doit faciliter et créer des conditions favorables.

Nous voulons une administration efficace et allégée, simple et fiable.

Au langage clair et au visage humain.  
Pas face aux citoyens, mais à leurs côtés.

Monsieur le Président, je veux profiter de ce moment pour définir le type de gouvernement que nous souhaitons incarner.

Je l'ai déjà brièvement évoqué : notre gouvernement se veut un gouvernement qui fait des choix déterminants pour l'avenir, sur la base de priorités claires.

Un gouvernement qui réforme et ose trancher, même lorsque c'est difficile.

Un gouvernement qui coopère.

Avant d'aller plus loin, permettez-moi d'adresser quelques mots de remerciement à Sybrand Buma et Wouter Koolmees, et surtout à Rianne Letschert, qui nous a accompagnés avec humour, impartialité et fermeté tout au long d'un processus complexe.

Merci aussi aux membres du personnel de la Chambre des représentants et du Bureau de formation du gouvernement pour leur travail sans relâche.

Et bien sûr, je tiens également à remercier les membres du précédent gouvernement pour leur dévouement jusqu'à la fin, et en particulier mon prédécesseur.

Dick Schoof a pris ses responsabilités à un moment singulier de notre histoire parlementaire, et les a pleinement assumées jusqu'au bout.

Cela prouve une fois de plus que les coureurs de fond ont de la ténacité.

Je lui souhaite une bonne continuation et une belle performance au marathon de Sydney.

Monsieur le Président, il est difficile de nier que la sécurité internationale doit constituer l'une de nos priorités majeures, sinon la priorité absolue.

Pour la première fois depuis des décennies, nous prenons conscience que notre liberté et notre sécurité ne sont pas gravées dans le marbre.

Et qu'elles ont un prix.

En Ukraine, les quartiers résidentiels, les centrales électriques et les hôpitaux vivent sous les bombes russes depuis quatre ans.

Il ne s'agit pas d'un conflit lointain, mais bien d'une menace concrète à nos portes.

Pour le gouvernement, il ne fait aucun doute que les Pays-Bas et l'Europe doivent, avec nos alliés de l'OTAN, s'armer pour s'en prémunir.

Notre sécurité est notre responsabilité.

C'est pourquoi, dans cet accord de coalition, nous décidons de réaffirmer pleinement notre soutien à l'Ukraine et d'investir massivement dans la défense.

Nous donnerons un ancrage légal à ces investissements, car il ne peut y avoir de défense solide sans engagement à long terme.

À l'échelle mondiale, il est impossible d'ignorer que la géopolitique a fait place en peu de temps à la politique de la force.

L'ordre juridique international d'après-guerre est attaqué et se fragilise rapidement.

Les alliances traditionnelles s'affaiblissent.

Les Pays-Bas et l'Europe sont confrontés à la dépendance vis-à-vis des grandes entreprises technologiques, à une relation complexe avec la Chine, à des tendances autocratiques partout dans le monde, y compris en Europe.

Une question se pose : allons-nous subir ou agir ?

La réponse ne fait aucun doute à mes yeux.

Par le passé, l'Union européenne a démontré qu'une démocratie et un État de droit forts sont les meilleurs garants de la paix, de la sécurité et de la prospérité.

La sécurité juridique forme la base d'une économie européenne solide dans laquelle les entreprises investissent en toute confiance, au profit de la prospérité de 450 millions d'habitants.

En Europe, valeurs et prospérité sont indissociables.

Il n'y a donc aucune raison de se poser en victime.

L'Europe doit apprendre à parler le langage de la puissance.

Nous sommes convaincus que la force de l'Europe fait aussi celle des Pays-Bas.

En tant que membre fondateur et cinquième économie de l'UE, notre pays doit redevenir une force motrice au sein d'une Europe forte et solidaire.

Cela implique d'accorder une plus grande attention à notre présence dans le monde, notamment par la mobilisation de moyens supplémentaires pour nos postes diplomatiques et consulaires, et pour notre politique de coopération au développement.

Car pour participer à la table des négociations, il faut d'abord y être invité.

Nous investirons également dans notre sécurité nationale et dans la solidité de notre État de droit démocratique.

Chacun doit pouvoir se sentir en sécurité, dans la rue comme chez soi.

Cela demande notamment des services de police bien équipés, mais aussi des efforts accrus dans la lutte contre les violences domestiques et les féminicides.

Cela requiert également un engagement renforcé en faveur de la cybersécurité et d'une société résiliente, dans laquelle les gens connaissent leurs voisins et s'entraident en cas de besoin.

Nous ne pourrons jamais accepter que notre État de droit soit miné de l'intérieur par le crime organisé, ou que des journalistes, avocats et responsables politiques soient la cible de menaces.

Nous n'accepterons pas davantage que des personnes se sentent exclues dans notre pays, comme c'est malheureusement encore trop souvent le cas.

En tant que gouvernement, nous nous y opposerons toujours, et espérons-le, nous ne serons pas les seuls.

Car les Pays-Bas ne font pas de différence en fonction du domicile, de la couleur de peau, des origines, des convictions ni de l'orientation sexuelle.

C'est le fondement sur lequel repose notre société.

Monsieur le Président, en politique, établir des priorités et faire des choix décisifs signifie aussi allouer des moyens aux domaines qui comptent.

Cela se reflète dans nos engagements en matière de logement et d'infrastructure, d'agriculture, de nature et d'azote, d'énergie et de climat, d'économie et d'éducation.

Mais tout ne se résoudra pas du jour au lendemain.

Il n'existe pas de solutions simples à des problèmes complexes et, j'en suis convaincu, nos concitoyens le savent.

Si des moyens supplémentaires ne sont souvent qu'une des réponses possible, ou qu'une partie de la réponse, ils peuvent nous aider à avancer vers des solutions.

Surtout s'ils sont assortis d'un allègement des règles, des procédures et des obstacles qui gênent les entreprises et les citoyens.

C'est exactement la voie que nous voulons suivre au cours des prochaines années, dans un esprit constant de coopération.

C'est donc en coopération avec les entreprises et les centres d'expertise que nous voulons œuvrer à un climat des affaires stable, qui invite à investir et à innover.

Par exemple en renforçant la capacité du réseau électrique et en investissant dans les infrastructures, en facilitant l'embauche pour les petites entreprises – souvent familiales – ou encore en créant une banque nationale d'investissement.

Nous devons nous préparer à une nouvelle économie, ne serait-ce qu'en raison du développement rapide de l'intelligence artificielle.

Par ailleurs, les objectifs climatiques, déterminants pour l'avenir de notre jeunesse, exigent un nouveau savoir et de nouvelles applications de ce savoir.

La start-up d'aujourd'hui peut être l'ASML de demain.

C'est pourquoi il importe que le talent puisse s'épanouir, que les travailleurs indépendants disposent des marges de manœuvre nécessaires et que les entreprises puissent se développer.

Car ce sont elles qui créent les emplois et la richesse permettant aux gens de payer leur loyer et les courses, et permettant aussi de financer les soins de santé, l'éducation et les autres services publics.

Pour garder tous ces services à niveau, il nous faut une croissance économique saine.

Plus le gâteau à partager est grand, mieux c'est pour tout le monde.

Et, ce qui est tout aussi important : un emploi peut être synonyme de développement personnel, de confiance en soi et de lien social.

C'est pourquoi nous allons tout faire pour permettre au plus grand nombre de participer au marché du travail et à cette nouvelle économie.

Notre pays connaît toujours une pénurie criante de main-d'œuvre alors qu'un million de personnes sont sur la touche et perçoivent des allocations.

Que ce soit clair : une bonne protection sociale est indispensable et un acquis majeur.

Nombreux sont ceux, cependant, qui voudraient travailler mais se retrouvent piégés dans un labyrinthe de dispositifs.

Nous voulons résoudre cette asymétrie, démêler cet écheveau.

Passer de systèmes inopérants à une main-d'œuvre opérationnelle.

En commençant par renforcer le soutien aux familles.

Nous voulons aider les parents de jeunes enfants à concilier vie professionnelle et vie familiale, et leur donner davantage de sérénité et de sécurité financière en fusionnant différentes prestations familiales.

Monsieur le Président, nous investirons aussi dans la qualité de l'enseignement.

Car c'est là une condition essentielle à un marché du travail performant, à une économie forte et à une société robuste.

Les enfants et les jeunes méritent le meilleur départ possible.

Le pays de demain leur appartient.

Nous investirons donc dans leur avenir à tous les niveaux : des compétences élémentaires que sont la lecture et l'écriture au renforcement de l'enseignement professionnel secondaire, en passant par l'accroissement des fonds consacrés à la science et à la recherche.

Monsieur le Président, s'il fallait résumer en deux mots les questions qui paralysent notre pays depuis trop longtemps, ce seraient l'azote et le logement.

Avec toutes les conséquences que cela implique, surtout pour la génération montante.

Pour le jeune agriculteur qui veut reprendre l'exploitation familiale.

Pour le primo-accédant, impatient d'acquérir son indépendance.

Sur ces terrains, il y a vraiment urgence à se retrousser les manches et à se mettre au travail.

Nous allons donc faire ce qu'il faut, avec les agriculteurs, les provinces et les organisations de protection de la nature, pour redonner un avenir à l'agriculture, restaurer la nature et permettre à nouveau la délivrance d'autorisations d'exploiter.

Nous ne pouvons ajourner plus longtemps ce dossier.

Le fonds consacré à l'azote sera réalimenté.

Car nos agriculteurs méritent des perspectives claires, et notre pays doit sortir de l'impasse.

Avec les organismes de logement social, les constructeurs et les collectivités locales, nous ferons aussi le maximum pour atteindre l'objectif des cent mille nouveaux logements par an, avec notamment trente nouveaux sites d'envergure au niveau national.

Nous nous donnerons les moyens d'y parvenir en débloquant des fonds complémentaires dans les prochaines années et en raccourcissant et simplifiant les procédures.

Nous voulons donc littéralement bâtir des Pays-Bas plus forts.

Et, c'est vrai, l'accord de coalition contient aussi des réformes radicales telles que la réduction de la durée des allocations chômage, l'augmentation de l'âge de la retraite à compter de 2033 et la maîtrise des dépenses de santé.

Nous avons déjà largement débattu de ces sujets et je ne doute pas que nous en débattons encore aujourd'hui et demain.

Le fait est que l'inaction serait encore plus douloureuse à terme.

À la question de savoir si nos enfants et petits-enfants doivent eux aussi pouvoir profiter de leurs vieux jours et de soins de santé accessibles et de qualité, tout le monde répond oui.

Bien sûr que c'est ce que nous voulons !

Mais personne n'a envie de marquer le pas dès maintenant.

Et pourtant...

Pourtant, les dépenses de santé et les coûts liés au vieillissement de la population doivent rester maîtrisés.

Tous les experts avertissent le monde politique depuis des années : il faut agir !

Le meilleur moment pour s'y mettre était il y a quelques années.

À défaut, c'est aujourd'hui qu'il faut commencer.

Ne rien faire équivaldrait à léguer aux jeunes générations des charges financières insoutenables et des services publics en déliquescence.

Personne ne le souhaite.

Notre gouvernement se veut un gouvernement qui ose trancher et faire les choix nécessaires.

Nous nous y attellerons dès le premier jour, dans le dialogue avec la Chambre, le secteur de la santé et les partenaires sociaux.

Monsieur le Président, des choix s'imposent également en matière d'asile et de migration. Les trois partis qui composent cette coalition ont des vues largement différentes à ce sujet, ce n'est un secret pour personne.

Mais depuis combien de temps ce thème ne prend-il pas en otage le débat social et politique, sans réel changement à la clé ?

Depuis combien de temps ne savons-nous pas que le système actuel ne fonctionne pas ? Il faut faire quelque chose.

Dans les années à venir, nous voulons ramener la sérénité dans la chaîne de l'asile par trois voies différentes : baisse du nombre d'arrivées, accueil décent, et, pour les demandeurs d'asile ayant de bonnes chances d'obtenir un permis de séjour, intégration immédiate grâce au travail et à l'apprentissage de la langue.

Nos projets visent à la fois la fermeté et une chaîne de l'asile efficace.

Il faut en tout cas commencer par diminuer le nombre d'arrivées, car il est manifeste que les flux migratoires incontrôlés affectent à outrance la capacité d'absorption de la société.

Nous ne résoudrons naturellement pas tous les problèmes d'un coup mais nous nous y attellerons sans attendre.

Les organisations de mise en œuvre, comme l'IND et le COA, ont besoin de respirer et de savoir à quoi s'en tenir.

Les communes doivent de nouveau se sentir soutenues par l'État.

Et nous devons coopérer avec d'autres pays, en Europe et ailleurs, de sorte à attaquer le problème autant que possible à la source, sachant que notre objectif final est de maîtriser les flux migratoires dans un système d'asile toujours ouvert à ceux qui fuient la guerre, la violence ou les persécutions.

Cela m'amène pour finir, Monsieur le Président, au gouvernement de coopération que nous entendons incarner.

Nous sommes parfaitement conscients que cette responsabilité repose en premier lieu sur nos épaules.

C'est à nous qu'il revient de soumettre des propositions de qualité.

Nous engagerons le dialogue avec les organisations de la société civile, les partenaires sociaux, les collectivités locales et la population partout dans le pays – ainsi que, bien entendu, avec les membres de cette Chambre et du Sénat.

Nous serons à l'écoute et dialoguerons sans relâche.

Et si nous subissons des revers ou qu'il nous faut légèrement adapter nos plans, nous devons l'accepter en adultes.

Ce qui ne veut pas dire que nous ne défendrons pas nos projets.

Mais, autant le dire clairement : nous devons travailler ensemble.

Les bonnes idées et les solutions ingénieuses sont donc les bienvenues.

L'essentiel étant que nous soyons tous disposés à faire le nécessaire et à reconnaître que les politiques qui s'enferment dans leurs propres convictions ne sont d'aucune valeur ajoutée pour les Pays-Bas.

L'essentiel étant aussi de travailler ensemble selon la maxime de Jan de Koning : « Si on ne peut pas faire comme il faut, alors il faut faire comme on peut ».

Je suis convaincu que c'est ce à quoi aspirent nos compatriotes : un monde politique pragmatique, prêt à trouver des compromis pour faire avancer le pays.

Vous l'avez compris, de longues heures de travail nous attendent.

Monsieur le Président, permettez-moi de finir sur une note personnelle.

Il me tient à cœur, ces prochaines années, de faire en sorte que les gens aient le sentiment que la politique est là pour eux.

Surtout ceux – et ils sont trop nombreux – qui ont perdu cette conviction.

J'espère réellement que nous réussirons, pas à pas, à restaurer au moins en partie la confiance dans le monde politique et l'État.

Jan Terlouw aimait parler de « démocratie de confiance ».

Il estimait que donner sa voix était donner sa confiance pour quatre ans à des gens comme vous et moi pour qu'ils l'utilisent (pour que nous l'utilisions donc) à bon escient.

Mais, aux yeux de Jan Terlouw, cela supposait une certaine réciprocité.

Les politiques doivent à leur tour montrer qu'ils ont confiance dans la société et qu'ils comprennent que la confiance accordée crée des responsabilités, et ce, à l'égard de tous.

Je suis tout à fait conscient que cela est plus facile à dire qu'à faire, mais ce doit être notre ambition.

Une ambition commune, je l'espère, à la Chambre des représentants et au gouvernement.

La nouvelle équipe gouvernementale fera tout ce qui est en son pouvoir à cet effet et je m'engage, en tant que premier ministre, à ouvrir la marche.

Nous nous mettons donc au travail, avec un mélange d'optimisme quant à l'avenir de notre pays et de lucidité quant au temps nécessaire pour résoudre certains problèmes.

Et, surtout, dans la conviction qu'en politique, la coopération porte plus de fruits que la confrontation.

Je vous remercie.